



“Dehors Macri et le FMI” : l’austérité budgétaire menée par le président Macri, conséquence d’un prêt du FMI, a encore appauvri les plus mal lotis et les classes moyennes.

Buenos Aires change radicalement de politique économique

Argentine À deux mois de la présidentielle, le libéral Mauricio Macri tente de renverser la vapeur.

À moins de deux mois de l’élection présidentielle, annoncée pour le 27 octobre prochain, le gouvernement argentin du président libéral Mauricio Macri impose, depuis dimanche, un contrôle des changes aux entreprises et aux particuliers, dans l’espoir de freiner la fuite des capitaux, effrayés par la perspective d’un retour du “kirchnérisme” – la politique économique non orthodoxe qu’avaient suivie les présidents péronistes Nestor Kirchner (2003-2007) puis sa veuve Cristina Fernandez de Kirchner (2007-2015).

Lorsqu’il avait battu les péronistes, en 2015, au nom d’une politique ultralibérale, M. Macri vouait aux gémonies le contrôle des changes, un outil jugé péroniste.

Un résultat sans appel aux primaires

Depuis lors, cependant, il y a eu les primaires (auxquelles les Argentins sont obligés de participer, ce qui leur donne une dimension de sondage sans marge d’erreur) du 11 août dernier, qui ont vu la victoire du candidat péroniste Alberto Fernandez (pas parent de son alliée), qui se présente avec Cristina Fernandez de Kirchner comme candidate vice-Présidente: il l’a emporté par 47 % des voix contre 32 % à M. Macri, qui brigue un second mandat.

La loi argentine prévoit la victoire dès le premier

tour du candidat qui remporte 45 % des voix.

“La situation devenait impossible”

Ces primaires ont accentué la fuite des capitaux, alors que la dette publique – gonflée par M. Macri – est pratiquement équivalente au PIB et que l’inflation atteint officiellement 57 % (plus en réalité, ce taux étant systématiquement sous-estimé par Buenos Aires). Le tout a provoqué la reprise de la chute du peso (20 % au cours des deux dernières semaines). “La situation devenait impossible pour le gouvernement Macri”, commente, pour *La Libre Belgique*, le spécialiste de l’Argentine Xavier Dupret, économiste à la Fondation Joseph Jacquemotte.

“S’il n’avait pas pris cette mesure de contrôle des changes, le président Macri aurait consommé le prêt de 57 milliards de dollars du FMI à tenter de soutenir le peso”, ajoute l’analyste. Ce prêt avait été octroyé il y a quelques mois, en échange d’une austérité budgétaire qui a encore appauvri les plus mal lotis et les classes moyennes. “M. Macri adopte cet outil économique péroniste du contrôle des changes alors que l’Argentine est aujourd’hui plus pauvre que sous Cristina Fernandez de Kirchner”, ajoute M. Dupret.

Parmi les mesures adoptées dimanche pour stopper la fuite des capitaux figure également, souligne ce dernier, la restructuration d’une partie de la dette – “baptisée reprofilage”. “Cet enrichissement du vocabulaire économique par Buenos Aires

n’a pas empêché l’agence de notation Standards and Poor’s de juger que l’Argentine était déjà en défaut partiel sur sa dette”, poursuit notre interlocuteur.

Mauricio Macri joue son va-tout

En puisant ainsi dans les outils politiques péronistes, analyse Xavier Dupret, “Mauricio Macri joue son va-tout”. Et de rappeler que l’homme d’affaires libéral a choisi, pour le scrutin du 27 octobre, un candidat vice-Président issu du péronisme de droite, Miguel Angel Pichetto, et que le ministre libéral de l’Économie, Nicolas Dujovne, a démissionné le 18 août pour être remplacé par Hernan Lacunza, issu du même courant péroniste de droite et ancien haut fonctionnaire sous les présidences Kirchner. “La politique libérale de Macri a donné des résultats catastrophiques; il importe donc, pour le Président, de s’en éloigner, comme le veulent les Argentins dans l’espoir de récupérer leur niveau de vie perdu. En s’associant à des péronistes de droite, M. Macri espère que le corps social sera satisfait sans avoir besoin de voter pour M^{me} Kirchner.”

Aux primaires (obligatoires), le 11 août, le candidat péroniste a remporté 47 %, contre 32 % au Président sortant.

L’aura sulfureuse de celle-ci – en raison de la demi-douzaine de procès pour corruption auxquels elle doit faire face et qui l’ont poussée à se présenter comme candidate à la vice-Présidence et non à la Présidence – repousse une partie de l’électorat, alors que “nul n’ignore que c’est elle la locomotive dans le ‘ticket’ péroniste”, souligne M. Dupret.

MFC